

Monsieur Laurent FABIUS
Ministre
Ministère des Affaires étrangères
37, quai d'Orsay
75007 PARIS

Paris, le 18 juin 2013

Monsieur le Ministre,

Nous voulons attirer votre attention sur la situation préoccupante de la région de Lhassa et notamment sur le projet de réhabilitation par les autorités chinoises du Barkhor, du Jokhang, le temple le plus sacré du Tibet et de la vieille ville tibétaine de la capitale, Lhassa.

Un récent reportage de deux envoyés spéciaux de France 24, Cyril Payen et Pierre Vaireaux, a confirmé, images à l'appui, la véracité des faits rapportés par plusieurs associations. En effet, la République Populaire de Chine a pour projet de détruire l'ancienne capitale bouddhiste de Lhassa, pour la remplacer par une ville nouvelle, tournée vers le tourisme, identique à celle de Lijiang, un « Shangri-La » dans la province du Yunnan. Ce sont de nombreux projets de constructions à grande échelle qui sont en cours de réalisation, comprenant aussi bien un complexe de plusieurs magasins autour du très révééré temple bouddhiste, que des parkings souterrains, dans la rue du Barkhor.

Les autorités chinoises ont donc entamé la transformation du quartier du Jokhang et du Barkhor, qui sont tous les deux des lieux de haute spiritualité et qui font partie de l'héritage tibétain depuis plus d'un millier d'années, en un simple lieu touristique.

La destruction de lieux culturels et de hauts lieux de spiritualité est contraire à la Déclaration de l'UNESCO concernant la destruction intentionnelle du patrimoine culturel du 17 octobre 2003 laquelle stipule que « *la communauté internationale reconnaît l'importance de la protection du patrimoine culturel et réaffirme sa détermination de combattre la destruction*

intentionnelle de ce patrimoine sous quelque forme que ce soit, afin qu'il puisse être transmis aux générations futures ».

Nous voulons vous faire part de nos vives inquiétudes sur les constructions en cours ainsi que sur le sort de Lhassa. La démolition des anciens symboles de la civilisation tibétaine, la destruction d'un des derniers vestiges du Centre spirituel culturel et social du Tibet au nom du développement économique de la région, n'est pas acceptable.

Défendre la cause tibétaine, ce n'est pas frapper d'anathème le peuple ou la civilisation de la Chine mais plutôt refuser la disparition d'une culture et donc des lieux culturels qui la composent.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre d'Etat, l'expression de notre haute considération.

Noël MAMERE et Jean-Patrick GILLE
Co-présidents du groupe d'étude sur la
question du Tibet à l'Assemblée nationale